

Autorité Organisatrice des Infrastructures Numériques (AOIN)

Direction Générale aux Transitions

Toulouse Métropole

6 rue René Leduc

BP 35821

31505 Toulouse Cedex 5

Contact : thomas.prost@toulouse-metropole.fr

Toulouse le 02 juillet 2026

A l'attention de l'ARCEP

Objet : avis sur le projet de modalités d'attribution des fréquences de la bande 3,8 – 4,2 GHz pour les réseaux mobiles à très haut débit pour des besoins professionnels

Toulouse Métropole remercie l'Arcep pour l'opportunité qui lui est donnée d'exprimer ses positions relatives au cadre d'attribution des fréquences de la bande 3,8 – 4,2 GHz en métropole.

Toulouse Métropole accueille très favorablement l'intention de l'Arcep de mettre en place un cadre d'attribution locale de la bande 3,8 - 4,2 GHz et confirme son vif intérêt en tant que collectivité utilisatrice pour le déploiement de réseaux 5G privés dans cette bande, conformément au projet de décision soumis à consultation publique par l'Arcep.

Ce positionnement s'inscrit dans une stratégie territoriale de souveraineté numérique, de soutien aux transitions actuellement menées sur notre territoire, et de développement de services essentiels dans les domaines de l'environnement, la mobilité, la sécurité, la culture, l'événementiel, l'éducation et la santé dans la gestion de l'espace public et des services à nos citoyens.

Pour Toulouse métropole, ce projet représente en effet une opportunité stratégique de :

- Déployer un réseau 5G privé souverain, sécurisé, multiservices et adapté aux besoins locaux dans la continuité d'un projet d'expérimentation européen Hi5 conduit depuis 2023 sur le territoire
- Répondre à des besoins critiques de connectivité, notamment dans les zones industrielles, les campus, ou les infrastructures sensibles
- Réduire la dépendance aux opérateurs nationaux pour certains usages critiques
- Favoriser l'innovation et l'attractivité économique du territoire

Le projet de décision fixe un cadre technique exigeant mais favorable à une coexistence maîtrisée avec les autres utilisateurs du spectre bien que Toulouse métropole soit particulièrement concerné par les nombreuses contraintes techniques spécifiques au territoire toulousain :

- La présence de stations satellite terrestres sur le territoire, notamment dans le secteur sud-ouest, impose une vigilance particulière quant aux niveaux de champ électrique admissibles et aux zones de protection à respecter
- La proximité immédiate de l'aéroport de Toulouse-Blagnac, avec des procédures d'approche de précision, nécessite une coordination renforcée pour les stations de base à antennes actives opérant dans la bande 4,1 – 4,2 GHz, conformément aux dispositions prévues pour la protection des radioaltimètres
- La présence d'industriels majeurs tels qu'Airbus, déjà titulaires de fréquences dans d'autres bandes (notamment 2,6 GHz TDD), implique une attention particulière à la coexistence spectrale et à la gestion des interférences potentielles dans les zones industrielles

Le projet de décision prévoit toutefois que chaque autorisation d'utilisation de fréquences dans la bande 3,8 – 4,2 GHz sera limitée à 100 MHz maximum. Si cette mesure vise à garantir un partage équitable de la ressource spectrale, elle peut s'avérer limitante dans plusieurs cas d'usage, notamment pour les collectivités territoriales souhaitant déployer un réseau 5G privé mutualisé pour plusieurs services et partenaires publics (mobilité, sécurité, santé, éducation, etc.), notamment sur des traitements de flux vidéo.

Toulouse métropole considère dans ce contexte qu'il serait nécessaire d'envisager, pour les projets portés par des collectivités ou des groupements d'intérêt public,

- Une dérogation encadrée à la limite de 100 MHz ou une clause de révision de cette limite, sous réserve de justification technique et de coordination locale et après une première phase de déploiement
- La possibilité d'agréger plusieurs blocs sous une même autorisation

Le cadre juridique est par ailleurs clair : Attribution locale, usage professionnel, couverture limitée (non nationale) même s'il reste silencieux sur certains usages spécifiques.

Toulouse métropole souhaite en effet attirer l'attention de l'Arcep sur l'absence d'encadrement spécifique des usages mobiles temporaires dans le projet de décision. En effet, certains besoins critiques, tels que les communications événementielles (festivals, grands rassemblements) ou les déploiements d'urgence (postes de commandement mobiles, secours, coordination de crise), nécessitent des réseaux 5G privés déployables rapidement et temporairement.

La Métropole suggère que le cadre réglementaire soit élargi pour inclure ces usages mobiles temporaires, avec des conditions techniques adaptées (puissance, durée, zones géographiques, coordination locale), afin de répondre aux enjeux de résilience et de souveraineté numérique des territoires.

La Métropole est disposée à contribuer aux travaux de l'Arcep et à participer à toute expérimentation ou groupe de travail visant à préciser les futures modalités de mise en œuvre de ce nouveau cadre.

Enfin, Toulouse Métropole souhaite attirer l'attention de l'Arcep sur l'importance des modalités financières d'accès à la bande 3,8 – 4,2 GHz, qui ne relèvent pas directement de la présente décision mais conditionnent fortement la mise en œuvre opérationnelle des réseaux 5G locaux. À plusieurs reprises, la Métropole a alerté sur le risque que des redevances trop élevées ou inadaptées freinent l'initiative des acteurs publics, en particulier dans les territoires où les modèles économiques sont encore émergents.

Il est en effet essentiel que le cadre financier soit proportionné aux usages professionnels locaux, et qu'ils restent compatibles avec les objectifs d'aménagement numérique du territoire.

Le projet de décision de l'Arcep constitue une avancée structurante pour le développement des réseaux 5G privés locaux en France. Il répond à une attente forte des territoires et des acteurs professionnels en matière de connectivité spécialisée, sécurisée et adaptée aux besoins critiques.

Le cadre proposé est techniquement rigoureux, conforme aux standards européens, et ouvre la voie à une utilisation efficace du spectre. Toutefois, Toulouse métropole a identifié certains points qui mériteraient d'être complétés ou ajustés pour garantir une adoption large et équitable.

En tant que collectivité engagée dans le déploiement de réseaux privés depuis plusieurs années, Toulouse métropole réaffirme son intérêt stratégique pour cette bande et sa disponibilité à contribuer aux travaux de l'Arcep.